



Recueil de la jurisprudence

Affaire C-361/11

**Hewlett-Packard Europe BV
contre**

Inspecteur van de Belastingdienst/Douane West, kantoor Hoofddorp

(demande de décision préjudicielle, introduite par le Rechtbank te Haarlem)

«Tarif douanier commun — Nomenclature combinée — Classement tarifaire — Imprimantes multifonctionnelles constituées de l'assemblage d'un module d'impression laser et d'un module numériseur, avec fonction de copieur — Sous-position 8443 31 91 — Validité du règlement (CE) n° 1031/2008»

Sommaire – Arrêt de la Cour (première chambre) du 17 janvier 2013

1. *Questions préjudicielles — Compétence de la Cour — Identification des éléments de droit de l'Union pertinents — Reformulation des questions*

(Art. 267 TFUE)

2. *Union douanière — Tarif douanier commun — Position tarifaire — Imprimantes multifonctionnelles constituées de l'assemblage d'un module d'impression laser et d'un module numériseur, avec fonction de copieur — Modification de la position tarifaire par la Commission — Taux des droits de douane inchangé — Admissibilité*

[Règlement du Conseil n° 2658/87, art. 9, § 1, a), b), d) et e); règlement de la Commission n° 1031/2008]

3. *Accords internationaux — Organisation mondiale du commerce — Compétence de la Cour — Interprétation et appréciation de la validité d'actes des institutions de l'Union au regard des accords OMC — Exclusion — Exceptions — Acte visant à assurer l'exécution d'une obligation particulière assumée dans le cadre de l'OMC — Renvoi explicite à des dispositions précises desdits accords — Contrôle juridictionnel — Exclusion avant l'expiration d'un délai raisonnable obtenu par l'Union pour se conformer aux règles de l'OMC*

1. Voir le texte de la décision.

(cf. points 35, 36)

2. La Commission, agissant en coopération avec les experts douaniers des États membres, dispose d'un large pouvoir d'appréciation pour préciser le contenu des positions tarifaires entrant en ligne de compte pour le classement d'une marchandise déterminée. Toutefois, le pouvoir de la Commission d'arrêter des mesures visées à l'article 9, paragraphe 1, sous a), b), d) et e), du règlement n° 2658/87, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, comme des notes complémentaires, ne l'autorise pas à modifier le contenu des positions tarifaires qui ont été établies

sur la base du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, élaboré par le Conseil de coopération douanière, devenu l'Organisation mondiale des douanes, et institué par la convention internationale sur le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, et à modifier de manière autonome les taux des droits de douane.

Afin de déterminer si, en apportant des modifications à une position tarifaire, la Commission a dépassé son pouvoir d'appréciation, il faut examiner la classification des produits pertinents à la date de l'entrée en vigueur de la modification du classement. À cet égard, il y a lieu de constater que la Commission n'a pas dépassé les limites des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 9 du règlement n° 2658/87 lorsque, par le règlement n° 1031/2008, modifiant l'annexe I du règlement n° 2658/87, elle a classé des imprimantes multifonctionnelles dans la sous-position 8443 31 91 de la nomenclature combinée et les a soumises à un droit de douane de 6 %. En effet, lesdites imprimantes multifonctionnelles, constituées de l'assemblage d'un module d'impression laser et d'un module numériseur, avec fonction de copieur, relevaient, avant l'entrée en vigueur du règlement n° 1031/2008, de la sous-position 9009 12 00 de la nomenclature combinée et étaient soumises au même droit de douane.

(cf. points 39, 40, 49, 50)

3. Voir le texte de la décision.

(cf. points 57-60)